



**COMMUNIQUE DE PRESSE DU CLUB DE PARIS  
SUR LES RISQUES QUE FONT PORTER CERTAINS CREANCIERS PROCEDURIERS  
AUX PAYS PAUVRES TRES ENDETTES**

L'attention du public a récemment été attirée sur l'action de créanciers qui mettent en œuvre des stratégies contentieuses à l'encontre de pays pauvres très endettés (PPTÉ). Ces actions tirent indûment profit des efforts d'annulation consentis par les autres créanciers et privent ainsi ces pays de ressources pour la réduction de la pauvreté.

Les créanciers du Club de Paris rappellent qu'ils se sont engagés à mettre intégralement en œuvre l'initiative PPTÉ. Ils appellent tous les créanciers officiels et commerciaux, ainsi que les pays PPTÉ, à prendre les mesures nécessaires à la mise en œuvre de cette initiative.

En particulier, en cohérence avec le principe de comparabilité de traitement du Club de Paris et étant donné les conséquences très dommageables de ces procédures contentieuses pour les pays PPTÉ, les créanciers du Club de Paris confirment leur engagement à ne pas vendre leurs créances sur des pays PPTÉ à d'autres créanciers qui n'envisageraient pas de mettre en œuvre les allègements de dette de l'initiative PPTÉ, et ils appellent les autres créanciers à faire de même.

Les créanciers du Club de Paris ont décidé d'intensifier leurs travaux sur ce sujet, en coopération avec les institutions internationales concernées, afin d'identifier des mesures concrètes permettant de s'attaquer à ce problème.

**Notes de contexte**

1. Le Club de Paris s'est réuni pour la première fois en 1956. Il s'agit d'un groupe informel de créanciers, rassemblant les représentants des gouvernements des principaux pays industrialisés. Il se réunit mensuellement à Paris avec des pays débiteurs afin de convenir avec eux d'une restructuration de leur dette.

2. Les membres du Club de Paris sont l'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Danemark, l'Espagne, les Etats-Unis d'Amérique, la Finlande, la France, l'Italie, le Japon, la Norvège, les Pays-Bas, le Royaume-Uni, la Fédération de Russie, la Suède et la Suisse.